

PRÉFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

N° 2012-P- 846

ARRÊTÉ

mettant en demeure Maître Aurélie LECAUDEY, en sa qualité de mandataire judiciaire en charge de la liquidation judiciaire de la SAS SLIC CORVOL, implantée sur le territoire de la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX (Nièvre), de réaliser toutes les mesures prévues à la mise en sécurité du site de ladite société, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement

**Le préfet du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, livre V, et notamment son article L.514-1, 1^{er} alinéa,
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R.511-9 du code de l'environnement,
- VU** les articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement régissant la mise à l'arrêt définitif et la mise en sécurité d'une installation classée soumise à autorisation,
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 72-7731 du 18 décembre 1972 et n° 74-1072 du 11 février 1974, autorisant respectivement la société SLIC CORVOL à exploiter d'une part, une unité de transformation du caoutchouc naturel et synthétique et, d'autre part, un stockage de fuel lourd, sur le territoire de la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX (Nièvre),
- VU** l'arrêté préfectoral du préfet de la région Bourgogne en date du 15 mars 2012 portant radiation au titre des monuments historiques des anciennes papeteries de Villette à CORVOL L'ORGUEILLEUX (Nièvre),
- VU** le bilan économique et environnemental, établi en juillet 2007, par l'étude de Maître HESS, faisant ressortir simplement l'état des lieux du site de la société SLIC CORVOL ayant fait l'objet en date du 21 mars 2007 d'une procédure de redressement judiciaire, et depuis le 26 septembre 2007, d'un plan de cession,
- VU** la correspondance du 24 octobre 2007 par laquelle, l'Administrateur Judiciaire (SELARL FHB) informe l'inspection des installations classées que par jugement en date du 26 septembre 2007, le Tribunal de Commerce de NEVERS a arrêté le plan de cession totale de la SAS SLIC CORVOL au profit de la SARL BORFLEX CORVOL,

- VU** le jugement en date du 21 novembre 2007 dans lequel, le Tribunal de Commerce de NEVERS a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société SLIC CORVOL et a désigné Maître Aurélie LECAUDEY, en qualité de liquidateur judiciaire,
- VU** le rapport préliminaire d'activité, rédigé en juin 2010, par le bureau d'études LECES, faisant ressortir seulement l'état des lieux du site de ladite société après liquidation judiciaire,
- VU** les investigations complémentaires réalisées par le bureau d'études LECES, transmises le 25 mars 2011 par Maître Aurélie LECAUDEY, faisant ressortir un état des lieux du site de ladite société après liquidation judiciaire,
- VU** la visite d'inspection réalisée le 1^{er} août 2011 au titre du code de l'environnement, suite à la découverte fortuite d'une zone de stockage de déchets lors de travaux d'affouillement réalisés par la société ERDF, au cours de laquelle il a été notifié au représentant légal de la société défaillante de poursuivre, entre autres, la mise en sécurité de ce site,
- VU** le rapport de Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 24 mai 2012,

CONSIDÉRANT que la société SLIC CORVOL a été régulièrement autorisée au titre du code de l'environnement, par arrêtés préfectoraux n° 72-7731 du 18 décembre 1972 et n° 74-1072 du 11 février 1974, à exploiter respectivement une unité de transformation du caoutchouc naturel et synthétique et un stockage de fuel lourd, sur le territoire de la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX (Nièvre),

CONSIDÉRANT que par jugement en date du 21 mars 2007, le tribunal de commerce de NEVERS a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la SAS SLIC CORVOL, exploitée à CORVOL L'ORGUEILLEUX (Nièvre) et a désigné Maître HESS en qualité d'administrateur judiciaire avec mission d'assistance,

CONSIDÉRANT que dans un second jugement, en date du 21 novembre 2007, le tribunal de commerce de Nevers a converti le précédent jugement en liquidation judiciaire et a désigné Maître Aurélie LECAUDEY en qualité de mandataire judiciaire,

CONSIDÉRANT que le rapport préliminaire du bureau d'études LECES susvisé, envoyé le 21 juin 2010 à la préfecture de la Nièvre, ne présente pas les caractéristiques d'un mémoire de cessation d'activité au regard de la réglementation en vigueur,

CONSIDÉRANT que les investigations complémentaires réalisées par le bureau d'études LECES, envoyées le 25 mars 2011 à la préfecture de la Nièvre, ne présentent toujours pas les caractéristiques d'un mémoire de cessation d'activité au regard de la réglementation en vigueur, étant donné que les recommandations et propositions de remise en état décrites dans ce document ne sont pas réalisées, et cela, malgré les observations précédentes transmises à Maître Aurélie LECAUDEY en date du 4 octobre 2010,

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, entre autres, lors de la visite du 1^{er} août 2011, par l'inspection des installations classées, un état de délabrement très avancé des bâtiments, la présence de bassins de rétention et de décantation non curés, de cuves de fuel lourd non démantelées, etc,

CONSIDÉRANT qu'aucune réponse n'a été apportée sur les mesures prises pour assurer la mise en sécurité de ce site, malgré les observations et injonctions formulées dans la fiche de constat de visite transmise, le 5 août 2011, à Maître Aurélie LECAUDEY,

CONSIDÉRANT qu'à ce jour, les dispositions portant sur la mise en sécurité de ce site ne sont toujours pas respectées,

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'information sur la mise en sécurité des installations de ce site et qu'en l'absence de surveillance effective de l'entreprise depuis sa fermeture en 2007, il y a lieu d'être particulièrement vigilant sur les risques potentiels sur l'environnement que peut présenter cet établissement à l'état d'abandon avancé,

CONSIDÉRANT la sensibilité environnementale du lieu d'implantation de l'installation, en raison notamment de la proximité immédiate de la rivière « Le Sauzay » classée en 1^{ère} catégorie piscicole,

CONSIDÉRANT que dans cette situation les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne les dangers ou inconvénients, la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la protection de la nature et de l'environnement, ne sont pas garantis en toutes circonstances,

CONSIDÉRANT que, selon l'article L.514-1, 1^{er} alinéa du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

CONSIDÉRANT que selon le jugement en contentieux du conseil d'État n° 236 901 du 3 décembre 2003, par lequel le recours d'un mandataire judiciaire a été rejeté dans une affaire similaire sur un « site et sol pollués », au sens de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire ne fait pas obstacle à la mise en œuvre par le préfet des pouvoirs, notamment de police administrative dont il dispose, en vue de la remise en état d'un site,

CONSIDÉRANT qu'un délai de deux mois est jugé suffisant pour satisfaire aux conditions imposées au représentant légal de l'exploitant aux prescriptions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement susvisées,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,

A R R Ê T E

ARTICLE 1- PRESCRIPTIONS

En application de l'article L.514.1, 1^{er} alinéa, du code de l'environnement, Maître Aurélie LECAUDEY, mandataire judiciaire, représentant légal de la SAS SLIC CORVOL, est mise en demeure, sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de compléter le dossier de cessation d'activité de ladite société, prescrit aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement et de le déposer au guichet unique ICPE de la préfecture,
- d'évacuer tous les déchets encore présents sur le site, en application des dispositions prescrites à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, avec notamment, la mise en œuvre des principales mesures décrites dans le rapport rédigé en février 2011 par le bureau d'études LECES (pour rappel nettoyage du bassin de rétention ; curage du bassin de décantation ; démantèlement des cuves aériennes contenant du résidu de fuel lourd),
- de prendre les mesures d'urgence nécessaires afin de sécuriser les abords immédiats du bâtiment en ruine « la cour ronde », radié de la liste des monuments historiques par l'arrêté préfectoral du 15 mars 2012 susvisé.

ARTICLE 2- SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant légal de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L.514-1 1^{er} alinéa, 1°, 2° ou 3° du code de l'environnement.

ARTICLE 3- DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Dijon) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 4- NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant ou son représentant légal.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de CORVOL L'ORGUEILLEUX et tenue à la disposition du public. Un extrait comportant notamment toutes les prescriptions du présent arrêté sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

ARTICLE 5- EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Une copie de présent arrêté, notifié par la voie administrative à Maître Aurélie LECAUDEY, sera adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le sous-préfet de CLAMECY,
- Mme le maire de CORVOL L'ORGUEILLEUX,
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne,
- Mme la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le président du tribunal de commerce de NEVERS,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le responsable des subdivisions environnement de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, de la Nièvre,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à NEVERS, le – 5 JUIN 2012

Le préfet,
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Michel PAILLISSÉ